



France REIN

19 Boulevard Malesherbes
75008 - PARIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2025

SOMMAIRE

	Pages
- RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	1 - 4
- COMPTES ANNUELS ET ANNEXE	5 - 46
- RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	47

RAPPORT GENERAL

Erwan NEXON
Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes

Claude PIAT
Clara LANCHES

France REIN
19 Boulevard Malesherbes
75008 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association France Rein relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association France Rein à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode compte » de la partie « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable suite à la première application du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés au conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association France Rein à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Cloud, le 5 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
SAS POUGET SOUBIROUS ET ASSOCIES
Représentée par Erwan NEXON



COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF AU 31/12 2025

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	46 873	41 112	5 761	14 295
Immobilisations incorporelles en cours	157 091		157 091	54 471
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 142	19 953	1 190	1 085
Immobilisations corporelles en cours			-	
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>	256 495		256 495	167 000
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	7 351		7 351	7 015
Total I	488 952	61 065	427 887	243 866
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	89 885		89 885	50 621
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	416 672		416 672	46 460
Autres	42 952		42 952	34 838
Valeurs mobilières de placement	679 794		679 794	604 762
Instruments de trésorerie			-	
Disponibilités	43 134		43 134	109 229
Charges constatées d'avance	29 393		29 393	18 210
Total II	1 301 830	-	1 301 830	864 119
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 790 782	61 065	1 729 717	1 107 985

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	117 179	117 179
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires	1 576	1 576
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	27 541	27 541
Réserves pour projet de l'entité	222 162	222 162
Autres		
Report à nouveau	260 161	181 765
Excédent ou déficit de l'exercice	- 30 977	78 396
Situation nette (sous total)	597 642	628 620
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	597 642	628 620
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	673 167	213 460
Fonds dédiés	64 036	86 635
Total II	737 203	300 095
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	86 535	83 661
Total III	86 535	83 661
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	46 914	30 955
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	58 269	60 904
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	187 118	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	16 034	3 750
Total IV	308 336	95 609
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	1 729 717	1 107 985

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	41 792	44 156
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	38 835	48 427
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	129 315	117 985
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	32 244	26 908
Vers fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	124 789	131 415
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	730 436	300 027
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Autres produits	166 946	
Utilisations des fonds dédiés	260 095	197 169
Total I	1 524 452	866 087
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	32 469	31 505
Autres achats et charges externes	245 903	188 751
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	47 483	26 332
Salaires et traitements	210 487	170 067
Charges sociales	85 884	70 182
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	13 775	14 453
Dotations aux provisions	2 874	9 028
Reports en fonds dédiés	697 203	237 177
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	236 858	43 605
Total II	1 572 937	791 099
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	- 48 484	74 988

PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	20 811	20 075
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	20 811	20 075
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 304	
Total IV	3 304	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	17 507	20 075
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		9 790
Sur opérations en capital		165 500
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	-	175 290
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		26 457
Sur opérations en capital		165 500
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	-	191 957
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	- 16 667
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 545 264	1 061 452
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 576 241	983 056
EXCEDENT OU DEFICIT	- 30 977	78 396
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	74 800	65 637
TOTAL	74 800	65 637
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	74 800	65 637
TOTAL	74 800	65 637



ANNEXE

Exercice 2025

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Association Reconnue d'Utilité Publique

Décret du 08/03/1991 - J.O. du 15/03/91

Table des matières

1	Objet social
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées
3	Description des moyens mis en œuvre
4.	Faits caractéristiques :
4.1	De l'exercice
4.2	Postérieurs à la clôture
5	Principes et méthodes comptables
5.1	Principes généraux
5.2	Principales méthodes comptables
6	Informations relatives aux postes du bilan
6.1	Actif immobilisé
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé
6.1.3	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés
6.2	Actif circulant
6.2.1	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations
6.2.2	Précisions sur d'autres créances
6.3	Fonds propres
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres
6.3.1.1	Informations sur les fonds propres sans droit de reprise
6.3.1.2	Informations sur les fonds propres avec droit de reprise
6.3.2.1	Première situation nette
6.3.3	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.
6.3.4	Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs
6.3.5	L'excédent ou déficit de l'exercice
6.4	Fonds reportés et dédiés
6.4.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations
6.4.2	Fonds dédiés
6.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges
6.6	Provision pour risques et charges
6.6.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés
6.7	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

- 7 Informations relatives au Compte de résultat
 - 7.1 Résultats par activité ou établissement
 - 7.2 Produits du compte de résultat
 - 7.2.1 Cotisations
 - 7.2.2 Ventes de biens et de services
 - 7.2.3 Produits de tiers financeurs (legs, subventions)
 - 7.2.4 Utilisations des fonds dédiés
 - 7.3 Charges du compte de résultat
 - 7.3.1 Achats de marchandises et variation des stocks
 - 7.3.2 Autres Achats et charges externes
 - 7.3.3 Impôts, taxes et versements assimilés
 - 7.3.4 Salaires et traitements, charges sociales
 - 7.3.5 Dotations aux amortissements et aux dépréciations
 - 7.3.6 Reports en fonds dédiés
 - 7.3.7 Autres charges
 - 7.4 Résultat Financier
 - 7.6 Résultat Exceptionnel
 - 7.6 Contributions volontaires en nature du compte de résultat
 - 7.7 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges
- 8 Informations relatives à la fiscalité
 - 8.1 Informations relatives au régime fiscal
 - 8.2 Impôt sur les bénéfices
- 9 Informations relatives à l'effectif
- 10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan
- 11 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)
- 12 Compte de résultat par origines et destinations - CROD

1

Objet social

- De susciter la création, l'animation, et le regroupement, d'associations régionales et locales.
- D'informer
- De susciter et d'aider la recherche et la promotion des traitements de l'insuffisance rénale : dialyses, transplantations ou autres
- De régler sur le plan général, national et international tous problèmes propres aux insuffisants rénaux (social, administratif, etc...) Participer et décider aux côtés de nos partenaires et mouvements associatifs, inters associatifs et à tous les organismes décisionnaires qui nous intéressent
- De dispenser des formations
- D'assurer la promotion et la défense des intérêts individuels et collectifs des insuffisants rénaux
- De développer la prévention contre les maladies rénales et promouvoir le don d'organes
- De réaliser une aide sociale auprès des insuffisants rénaux

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

France Rein déploie ses actions dans toute la France et les Dom Tom à travers son réseau solidaire d'associations régionales animées par plus d'un millier de bénévoles et de représentants élus.

Information et prévention : magazine trimestriel « Lignes de Vie » réseaux sociaux, guides d'informations, dépistages

Actions sociales : écoute, médiation, aide administrative

Recherche : allocation de bourses

Influence : présence dans les instances et les établissements médicaux-sociaux

Événement national : la Semaine Nationale du Rein plus de 20 000 dépistages réalisés chaque année début mars

Des opérations régionales : dépistages toute l'année, animations, vacances et voyages solidaires

Des séjours pour les jeunes : 350 jours de vacances par an offerts à des enfants malades

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

- Immobilisations incorporelles en cours (application diététique des enfants) pour 157 K€

— Ressources humaines

- 3 salariés à temps complet et à partir du mois de mai 4 salariés à temps complet pour 296 K€
- Mobilisation de bénévoles – prise en charge de leurs frais de déplacement

— Autres moyens/dépenses engagées

- Communication :
 - Un magazine trimestriel « Ligne de Vie » adressé aux adhérents
 - Des moyens de communication digitaux
- Entretien général/dépense de fonctionnement :
 - Le siège social avec des bureaux, en location, dans Paris 8^{ème} depuis le 1^{er} décembre 2021
 - Des prestataires de services :
 - Liées à la maintenance (informatiques, site internet, CRM...)
 - Liées aux services de conseil (commissaires aux comptes)
 - Liées aux événements et projets

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice

4.1.1 Charges

- Une bourse lauréate pour la recherche pour 20 K€
- Aide pour Mayotte 10 K€
- Séjour Jeunes 2 semaines 12 jeunes/semaine (hébergements, déplacements, animations) pour 38 K€
- Semaine Nationale du Rein pour 12 K€ (diffusion d'un spot dans les cabinets de santé)
- Augmentation des honoraires magazine + 3 K€
- Podcast 1 pour 4 K€
- Colloque Alliance pour la Maladie Rénale 24 K€
- Augmentation des déplacements + 18 K€ (Assemblée Générale en présentiel)
- Augmentation de la TVA non récupérable + 18 K€ (Rapport entre les produits imposables et ceux non imposables)
- Augmentation de la masse salariale + 53 K€ (Nouveau salarié à partir de mai)
- Reprise des legs en cours non perçus au 31/12 pour 673 K€

4.1.2 Produits

- Partenaires :
 - Prestations + 13 K€
 - Dons – 9 K€
- Subventions :
 - Appel à projet FNDS pour 20 K€
 - UNIREIN pour 12 K€
- Dons des particuliers et des associations régionales pour 51 K€ (augmentation de + 14 K€) :
 - France Rein 14 K€ (12 K€ en 2024)
 - Séjour Jeunes 4 K€ (2 K€ en 2024)
 - Recherche 23 K€ (24 K€ en 2024)
 - Mayotte 10 K€
- Diminution des ventes de guides – 8 K€
- Diminution des cotisations – 2 K€
- Augmentation des legs et assurances vie + 430 K€

4.1.3 Autres

- Arrivée du salarié Sébastien Besse, chargé d'animation du réseau, en mai 2025
- Développement de l'application diététique pour les jeunes
- Réunion CA, bureaux et comité de rédaction en visioconférence, AG en présentiel

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Prévision sur l'exercice 2026 la salariée Martine Lelorain en retraite progressive à compter du 01/01/2026.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec : Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022. Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

5.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- la comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Le choix de notre entité parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-03 pour traiter les opérations suivantes est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe:

Les coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9 ;

- l'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- les programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions en application de l'article 214-10 ;
- l'amortissement des primes de remboursements d'emprunt (en application de l'article 212-10
- les frais d'émission d'emprunt en application de l'article 212-11 ;
- les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;
- les contrats à long terme en application de l'article 622-2 ;
- l'évaluation par équivalence de certains titres de participation en application de l'article 221-4 ;
- les frais d'augmentation de capital, de fusion, de scission, d'apport en application de l'article 212-9 ;

- les primes d’option en application de l’article 628-12 ;
- le report / déport du change à terme en application de l’article 628-13.

5.3 *Changement de méthode compte*

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, France Rein présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1 *Actif immobilisé*

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	97 406,84	106 556,90		203 963,74
Immobilisations corporelles	19 734,71	1 407,40		21 142, 11
Immobilisations financières	7 015,13	336,00		7 351,13
Total	124 156,68	108 300,30		232 456,98

6.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			106 556,90		
Immobilisations corporelles			1 407,40		
Immobilisations financières				336,00	
Total			107 964,30	336,00	

6.1.1.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			NEANT		
Immobilisations financières					
Total					

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	28 640,48	12 471,67		41 112,15
Immobilisations corporelles	18 649,37	1 303,16		19 952,54
Immobilisations financières				
Total	47 289,85	13 774,83		61 064,69

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		12 471,67		
Immobilisations corporelles		1 303,16		
Immobilisations financières				
Total		13 774,83		

6.1.2.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles		NEANT	
Immobilisations financières			
Total			

6.1.3 *Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés* **Néant**

6.2 **Actif circulant**

6.2.1 *Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations*

6.2.1.1 *Créances reçues par legs ou donations*

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :
• dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

LEGS CAZZARINI - ACCEPTATION CA	534,00
LEGS TENDEIRO - ACCEPTATION CA	13 707,56
LEGS MOREAU CHRISTIANE - ACCEPTATION CA	57 456,00
LEGS CLAERHOUT - ACCEPTATION CA	26 872,57
LEGS VOIRON - ACCEPTATION CA	301 502,00
LEGS VOUILLEMONT - ACCEPTATION CA	16 600,00

Soit un total de 416 672,13 €

6.2.1.2 *Dépréciations*

Pas de dépréciation

6.2.2 *Précisions sur d'autres créances*

— TVA à récupérer pour 28 903,00 €

— Débiteurs divers pour 103 933,76 €

Soit un total de 132 836,76 €

6.2.2.1 *Charges constatées d'avance et écart de conversion actif*

VIR VACANCES BLEUE AC 2026	9 783,54
DROPBOX - ABON 2026	693,00
VIR PEP 75 - AC SJ	3 724,00
REGUS - JANV 2026	3 632,00
SEPREM - SNR 2026	8 750,00
ASSOCONNECT - JANV 2026	857,50
ACI TECHNOLOGY - 1ER TRIM 2026	809,85
CISSION - ABON 2026	754,90
STOCKS GUIDES AU 31 12 2025	388,40

Soit un total de 29 393,19 €

6.3 ***Fonds propres***

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 ***Tableau de variation des Fonds propres***

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	118 755,13				118 755,13
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves «dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	249 703,39				249 703,39
Report à nouveau «dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	181 764,93	78 396,44	78 396,44		260 161,37
Excédent ou déficit de l'exercice «dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	78 396,44	- 78 396,44	- 30 977,44	78 396,44	-30 977,44
Situation nette	628 619,89				597 642,45
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	62 8619,89		47 419,00	78 396,44	597 642,45

(1) « Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des PM de DP à but NL applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
- Première situation nette établie	117 179,04			117 179,04
- Fonds statutaires	1 576,09			1 576,09
Fonds propres complémentaires				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
-				
- Autres apports sans droit de reprise				

6.3.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds (propres) statutaires				
- Réserves statutaires ou contractuelles	27 541,10			27 541,10
- Réserves pour investissement	189 000,00			189 000,00
- Réserves diverses	33 162,29			33 162,29
Fonds propres complémentaires				
-				
- Autres apports avec droit de reprise				

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

6.3.2 *Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables)*

6.3.2.1 *Première situation nette établie*

6.3.2.2 *Fonds statutaires*

Ces fonds sont statutairement divisés ainsi :

- Première situation nette établie pour 117 179,04 €
- Fonds statutaires pour 1 576,09 €

6.3.3 *Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.*

Les réserves statutaires s'élèvent à 27 541,10 € / 27 541,10 € l'exercice précédent.
Les réserves contractuelles s'élèvent à 222 162,29 € / 222 162,29 € l'exercice précédent et correspondent à :

- Réserves pour investissement pour 189 000,00 €
- Réserves diverses pour 33 162,29 €

6.3.4 *Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs*

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des projets (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants. Il fait l'objet d'une ventilation par exercice

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité : Fonds Propres)		260 161,37
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés : - A l'exercice - Aux exercices ultérieurs	30 977,44	
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Solde		229 183,93

6.3.5 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Le résultat de l'exercice se compose de :

-30 977,44 €, résultat définitivement acquis à l'organisme

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Situations Ressources	Montant des fonds	Fonds à engager au début de l'exercice (19) A	Utilisation en cours d'exercice (789) B	Engagement à réaliser sur legs et donations affectés (689) C	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19) D = A-B+C
Legs et donations					
Thérèse FAURE		213 460,08	213 460,08		
Eliane CAZZARINI				38 302,00	38 302,00
Lucien TENDEIRO				13 707,56	13 707,56
Christiane MOREAU				57 456,00	57 456,00
Gisèle CLAERHOUT				26 872,57	26 872,57
VOIRON				520 229,00	520 229,00
Lucien VOUILLEMONT				16 600,00	16 600,00
Total		213 460,08	213 460,08	673 167,13	673 167,13

6.4.2 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
« Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (1) »							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public Recherche	86 635,19	24 036,00	46 635,28			64 035,91	
TOTAL	86 635,19	24 036,00	46 635,28			64 035,91	

(1) Ligne supplémentaire prévu à l'article 153-3 du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des PM de DP à but NL aux exercices ouverts **à compter du 1/01/2020** ; exercices pour lesquels l'art 152-1 prévoit : « Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociales des postes suivants par une subdivision spécifique : (...) les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales (...) ».

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, alors même que le projet est terminé, que l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

Les transferts réalisés au cours de l'exercice ont été les suivants

— **NEANT**

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges . Provisions pour pensions et obligations similaires		NEANT		
Total				

6.6 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice (a)	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice (b)
Provisions pour risques							
Provisions pour charges				NEANT			
Total							

6.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	86 535,00		86 535,00
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			

Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salaires partis en retraite			
--	--	--	--

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

— Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie) : 65 ANS

— Taux d'actualisation : 3,96 %,

— Taux d'augmentation annuel des salaires : 1,50 %,

— Montant provisionné 86 535,00 €.

6.7 *État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice*

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéanc	
							à plus 1 an et 5 ans	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres				Emprunts obligataires c onvertibles 2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine				
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés	89 884,76	89 884,76		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Créances reçues par legs ou donations	416 672,13	416 672,13		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	46 914,33	46 914,33		
Autres	42 952,00	42 952,00		Dettes des legs ou donations				
Charges constatées d'avance	29 393,19	29 393,19		Dettes fiscales et sociales	58 269,15	58 269,15		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes (3)	187 117,96	187 117,96		
				Produits constatés d'avance	16 034,40	16 034,40		
TOTAL	578 902,08	578 902,08		TOTAL	308 335,84	308 335,84		
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
1 Activités imposables	35 673,64	
2 Activités non imposables		4 696,20
Résultat de l'exercice	30 977,44	

7.1.1 Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer

	2025	2024	Variation
Provision sur CP brut	21 067,00	16 280,00	4 787,00
Provision sur CP charges	8 848,00	6 837,00	2 011,00
Total	29 915,00	23 117,00	6 798,00

7.2 Produits du compte de résultat

7.2.1 Cotisations

Le règlement ANC n°2018-06 ne précise pas la comptabilisation concernant le cas de l'association qui perçoit des cotisations auprès des adhérents et peut avoir à en reverser, conformément aux dispositions statutaires ou contractuelles, une quote-part à d'autres structures auxquelles elle est affiliée ou adhérente (fédérations, etc.). Une analyse des clauses statutaires ou contractuelles conduira à la comptabilisation suivante

- Soit l'entité agit pour le compte d'une autre entité en qualité de mandataire, alors les opérations seront enregistrées en compte de tiers ;
- Soit elle agit pour le compte de tiers, en son nom propre, alors les opérations seront enregistrées en compte de résultat (art.621-11 du règlement ANC n°2014-03)

7.2.1.1 Cotisations avec contrepartie

A la clôture de l'exercice le montant des cotisations s'élève à

— 41 792,00 € / 44 156,00 € sur l'exercice précédent

7.2.2 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

	2025	2024
Ventes de magazines	31 545,79	32 992,93
Ventes de publicités	34 387,00	35 830,00
Catalogues imp. affiches	7 289,16	15 433,68
Participations Séjour Jeunes	1 560,00	1 235,00
Produits Annexes - Associations	6 733,98	6 950,80
Autres produits – Partenaires	86 348,51	73 124,00
Frais de port	285,83	845,25
TOTAL	168 150,27	166 411,66

7.2.2.1 Ventes de prestations de services dont parrainages

7.2.2.1.1 Parrainage des entreprises (voir tableau ci-dessus)

Le parrainage est un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

7.2.3 Produits de tiers financeurs

7.2.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.2.3.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.2.3.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.2.3.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		32 244,00			
Subvention d'exploitation					
Subvention d'investissement					

7.2.3.2 Ressources liées à la générosité du public

7.2.3.2.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les produits reçus des ventes de dons en nature soient NEANT / NEANT l'exercice précédent. La vente de dons de marchandises en nature est la réalisation monétaire d'un don manuel en nature
- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte. Le montant de l'exercice s'élève à 51 487,00€ / 37 525,00 € pour l'exercice précédent
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 232,00 €/0,00 € l'exercice précédent

7.2.3.2.2 Mécénat

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Le montant pour l'exercice s'élève à 73 069,50 €/ 93 890,00 € pour l'exercice précédent.

7.2.3.2.3 Legs, donations, assurances vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	730 436,28
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	166 700,00
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	213 460,08
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	167 000,00
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	673 167,13
SOLDE DE LA RUBRIQUE	270 429,23

7.2.4 Utilisations des fonds dédiés

Utilisation de fonds reportés :

- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation :
- Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes :
- Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 46 635,28 €

7.3 Charges du compte de résultat

7.3.1 Achats de marchandises et variation des stocks

	2025	2024
601700 - Imprimeur magazine	(17 336,74)	(19 221,96)
601800 - Routeur magazine	(12 052,20)	(12 282,79)
Total	(29 388,94)	(31 504,75)

7.3.2 Autres Achats et charges externes

	2025	2024
606300 - Fourniture d'entretien et petit équipement	(224,17)	(611,01)
606400 - Fournitures administratives	(2 585,72)	(1 490,86)
606500 - Fournitures presse	(269,99)	(269,99)
611000 - Sous-traitance	(5 082,15)	(2 484,00)
611100 - Sous-traitance - Stockage	(2 272,37)	(4 730,21)
611200 - Sous-traitance - Paie	(1 508,63)	(1 446,56)
611300 - Sous-traitance - AssoConnect	(10 290,00)	(9 750,02)
613200 - Locations immobilières	(44 712,18)	(42 849,84)
615000 - Entretien et réparations	(3 219,63)	(3 719,80)
615100 - Maintenance PROXIMIT	(3 824,25)	(4 574,25)
616000 - Primes d'assurances	(3 011,09)	(2 488,40)
618100 - Documentation générale	(155,73)	(136,14)
618500 - Semaine Nationale du Rein	(11 556,85)	(9 724,97)
622000 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(2 805,49)	(122,23)
622600 - Honoraires Virtus Expert	(5 300,00)	(5 200,00)
622610 - Honoraires AB Conseil	(20 600,00)	0,00
622620 - Honoraires AD Tatum - Magazines	(53 112,45)	(49 711,50)
622621 - Honoraires AD Tatum - Pod Cast	(3 596,00)	(7 620,00)
622640 - Honoraires sur legs ou donations destinés à être cédés	0,00	(4 975,04)
622800 - Formation des salariés	(2 900,86)	0,00
623100 - Annonces et insertions publicitaires	(3 017,00)	(2 972,00)
623300 - Foires et expositions	(2 705,57)	(1 627,63)
623310 - Colloque Alliance	(23 807,10)	0,00
623400 - Objets publicitaires	(2 000,00)	(2 698,50)
623600 - Catalogues et imprimés	(3 066,09)	(9 299,65)

624000 - Transports de biens	(540,40)	(655,46)
625110 - Déplacements Assemblée Générale	(13 763,83)	0,00
625150 - Déplacements salariés	(3 763,42)	(1 321,65)
625190 - Déplacements siège social	(4 440,37)	(2 675,51)
626000 - Frais hébergement et de liaisons	(6 805,06)	(8 946,22)
626100 - Frais postaux	(3 309,39)	(2 641,35)
626200 - Frais de télécommunications	(1 700,82)	(1 719,18)
627000 - Services bancaires et assimilés Caisse d'Epargne	(1 779,90)	(1 637,78)
628100 - Cotisations (liées à l'activité économique)	(1 256,00)	(651,00)
Total	(248 982,51)	(188 750,75)

7.3.3 Impôts, taxes et versements assimilés

	2025	2024
631300 - Participation des employeurs à la formation professionnelle	(2 713,00)	0,00
635120 - Taxes foncières	(385,00)	0,00
635200 - TVA non récupérables	(44 385,21)	(26 331,87)
Total	(47 483,21)	(26 331,87)

7.3.4 Salaires et traitements, charges sociales

	2025	2024
641000 - Rémunérations du personnel	(198 117,87)	(164 470,37)
641200 - Congés payés	(4 787,00)	(1 306,00)
641400 - Indemnités et avantages divers	(5 382,23)	(3 590,40)
641500 - Gratifications à accorder	(2 200,00)	(700,00)
645100 - Cotisations à l'URSSAF	(61 314,27)	(54 286,75)
645200 - Cotisations aux mutuelles	(5 433,04)	(3 896,56)
645300 - Cotisations aux caisses de retraites et de prévoyance	(16 765,59)	(13 491,12)
645600 - Cotisations sur Prime	(990,00)	2 310,00
645800 - Cotisations aux autres organismes sociaux	(1 021,00)	(548,00)
647500 - Médecine du travail, pharmacie	(360,00)	(270,00)
Total	(296 371,00)	(240 249,20)

7.3.5 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux dépréciations comprennent celles relatives aux legs ou donations et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

— S'élèvent pour l'exercice à 13 775,47 €/ 14 452,68 € pour l'exercice précédent.

7.3.6 Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

— S'élèvent pour l'exercice à 24 036,00 €/ 23 717,00 € pour l'exercice précédent.

7.3.7 *Autres charges*

— S'élèvent pour l'exercice à 236 858,38 € / 43 604,57 € pour l'exercice précédent.

7.4 *Résultat Financier*

Les aides financières (§7.4.3) ne font pas partie du résultat financier. Elles sont rattachées à un poste distinct « Aides financières » en charges d'exploitation, ou figurent en charges exceptionnelles (si elles ne relèvent pas de l'activité normale).

— S'élève pour l'exercice à 20 811,11 € / 20 075,12 € pour l'exercice précédent

7.5 *Résultat Exceptionnel*

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

— S'élève pour l'exercice à 0,00 € / -16 667,01 € pour l'exercice précédent

7.6 *Contributions volontaires en nature du compte de résultat*

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

— Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

S'élève pour l'exercice à 74 800,00 €

— Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

— Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

7.6.1.1 *Personnel bénévole*

— Le bénévolat des membres du bureau et des chargés de missions pour 74 800 € / 65 637,00 € l'exercice précédent.

7.7 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

7.7.1.1 Produits à recevoir

— S'élève pour l'exercice à 1 172,27 €/ 5 762,75 € pour l'exercice précédent
Représente pour cet exercice des dons non encaissés au 31/12/2025.

7.7.1.2 Produits et charges imputables à un autre exercice

Concernant les charges sur exercices antérieurs

— S'élève pour l'exercice à 0,00 €/ 26 406,09 € pour l'exercice précédent

Concernant les produits sur exercices antérieurs

— S'élève pour l'exercice à 0,00 €/ 9 765,50 € pour l'exercice précédent

7.7.1.3 Charges et produits exceptionnels

Concernant les charges exceptionnelles

— S'élève pour l'exercice à 0,00 €/ 0,00 € pour l'exercice précédent

Concernant les produits exceptionnels

— S'élève pour l'exercice à 0,00 €/ 0,00 € pour l'exercice précédent.

7.7.1.4 Transferts de charges

7.7.1.5 Honoraires des commissaires aux comptes

—	— CAC 1	— CAC 2
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 300,00	
— Au titre d'autres prestations		
— Honoraires totaux	5 300,00	

8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 Informations relatives au régime fiscal

Pour l'activité imposable

Résultat de l'exercice - 35 673,64 €

Impôt sur les bénéfices à 15%

Résultat avant impôt - 35 673,64 €

Variation des provisions réglementées

Résultat hors évaluations fiscales
Dérogatoires - 35 673,64 €

8.2 Impôt sur les bénéfices

8.2.1 Ventilation de l'origine de l'IS

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	- 35 673,64	
Impôts : - au taux de 15 %		
- sur PVL		
Résultat après impôts	- 35 673,64	-

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	4
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	
Ouvriers	
Total	4

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité provisionne partiellement ses engagements suivants, dont les principales caractéristiques en particulier celles de leur estimation à la date de clôture ont été précisées dans la partie « provisions ».

Le montant non provisionné au passif du bilan à la date de clôture, calculé selon la même méthode décrite par ailleurs que la part provisionnée, dans le respect de la permanence des méthodes, s'élève à 86 535,00 €

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié 65 ans
- Taux d'actualisation : 3,96 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1,50 %
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Pour la prise en compte de la probabilité de turnover : néant

Pour la prise en compte du risque de mortalité,

Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.

Le % de cotisations sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est 42 %

11

Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Notre entité est soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153K€.

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		EXERCICE N			EXERCICE N-1		
		TOTAL	PRODUITS		TOTAL	PRODUITS	
			Dédiés par un tiers financeur	Non dédiés par un tiers financeur		Dédiés par un tiers financeur	Non dédiés par un tiers financeur
PRODUITS PAR ORIGINE							
1. PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC							
1.1 Cotisations sans contrepartie	Obligatoire						
1.2 Dons legs et mécénat							
- Dons manuels		51 487,00	37 107,00	14 380,00	37 525,00	25 292,00	12 233,00
- Legs donations et assurances vie		730 436,28		730 436,28	300 026,84		300 026,84
- Mécénat		73 069,50	44 350,00	28 719,50	93 890,00	54 000,00	39 890,00
1.3 Autres produits liés à la générosité du public							
<i>Sous-total Produits liés à la GP</i>		<i>854 992,78</i>	<i>81 457,00</i>	<i>773 535,78</i>	<i>431 441,84</i>	<i>79 292,00</i>	<i>352 149,84</i>
2. PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC							
2.1 Cotisation avec contrepartie	Optionnel	41 792,00		41 792,00	44 156,00		44 156,00
2.2 Parrainage des entreprises				-			-
2.3 Contributions financières avec contrepartie		168 150,27	168 150,27	-	166 411,66	166 411,66	-
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public		187 988,79		187 988,79	195 365,05		195 365,05
<i>Sous-total Produits non liés à la GP</i>		<i>397 931,06</i>	<i>168 150,27</i>	<i>229 780,79</i>	<i>405 932,71</i>	<i>166 411,66</i>	<i>239 521,05</i>
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		32 244,00	32 244,00	-	26 908,14	26 908,14	-
4. REPRISE SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				-			-
5. UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		260 095,36		260 095,36	197 169,09	20 554,15	176 614,94
TOTAL		1 545 263,20	281 851,27	1 263 411,93	1 061 451,78	293 165,95	768 285,83

Produits et charges par origine

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		EXERCICE N		EXERCICE N-1	
		TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE					
1. PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC					
1.1 Cotisations sans contrepartie					
1.2 Dons legs et mécénat					
- Dons manuels		51 487,00	51 487,00	37 525,00	37 525,00
- Legs donations et assurances vie		730 436,28	730 436,28	300 026,84	300 026,84
- Mécénat		73 069,50	73 069,50	93 890,00	93 890,00
1.3 Autres produits liés à la générosité du public					
2. PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC					
2.1 Cotisation avec contrepartie		41 792,00		44 156,00	
2.2 Parrainage des entreprises					
2.3 Contributions financières sans contrepartie		168 150,27		166 411,66	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public		187 988,79		195 365,05	
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		32 244,00		26 908,14	
4. REPRISE SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS					
5. UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		260 095,36	46 635,28	197 169,09	20 554,14
TOTAL		1 545 263,20	901 628,06	1 061 451,78	451 995,98
CHARGES PAR DESTINATION					
1. MISSIONS SOCIALES					
1.1 Réalisées en France					
- Actions réalisées par l'organisme		382 928,57	295 427,18	373 677,99	218 003,22
- Versements à d'autres organismes agissant en France					
1.2 Réalisées à l'étranger					
- Actions réalisées par l'organisme					
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes					
2. FRAIS DE RECHERCHES DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		12 484,86	15 533,42	13 969,65	13 969,65
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT		483 623,76	98 820,60	196 778,87	75 446,60
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS					
5. IMPOTS SUR LES BENEFICES					
6. REPORTS DES FONDS DEDIES DE L'EXERCICE		697 203,13	24 036,00	402 677,08	23 717,00
TOTAL		1 576 240,32	433 817,20	987 103,59	331 136,47
EXCEDENT OU DEFICIT		- 30 977,12	467 810,86	74 348,19	120 859,51

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE PUBLIQUE				
- Bénévolat	74 800,00	43 112,00	65 637,00	38 939,00
- Prestations en nature				
- Dons en nature				
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE PUBLIQUE				
3. CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature				
- Dons en nature				
TOTAL	74 800,00	43 112,00	65 637,00	38 939,00
CHARGES PAR DESTINATION				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	52 360,00	30 178,40	45 945,90	27 257,30
- Réalisées à l'étranger				
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	7 480,00	4 311,20	6 563,70	3 893,90
3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	14 960,00	8 622,40	13 127,40	7 787,80
TOTAL	74 800,00	43 112,00	65 637,00	38 939,00

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public – CER

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS LOCALE			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	295 427,18	218 003,22	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versement à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	51 487,00	37 525,00
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs donations et assurances vie	730 436,28	300 026,84
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	73 069,00	93 890,00
- Versement à un organisme central ou d'autres organismes			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	15 533,42	13 969,65			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 FRAIS DE FONCTIONNEMENT	98 820,60	75 446,60			
TOTAL DES EMPLOIS	409 781,20	307 419,47	TOTAL DES RESSOURCES	854 992,28	431 441,84
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	24 036,00	23 717,00	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	46 635,28	20 554,14
EXEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	433 817,20	331 136,47	TOTAL	901 627,56	451 995,98
			Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)		
			(+) Exédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	660 723,69	539 864,18
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)	1 128 534,05	660 723,69

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	43 112,00	38 939,00	- Bénévolat	43 112,00	38 939,00
- Réalisées à l'étranger			- Prestations en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			- Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	43 112,00	38 939,00	TOTAL	43 112,00	38 939,00

FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE		
(-) Utilisation	46 635,28	20 554,15
(+) Report	110 671,19	107 189,34
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	64 035,91	86 635,19

RAPPORT SPECIAL

Erwan NEXON
Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes

Claude PIAT
Clara LANCHES

France REIN
19 Boulevard Malesherbes
75008 PARIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Cloud, le 5 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
SAS POUGET SOUBIROUS ET ASSOCIES
Représentée par Erwan Nexon

